

Concours : 2<sup>o</sup> CONCOURS ENM

Epreuve : Note de synthèse

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



## Les erreurs judiciaires en matière pénale.

La lutte contre l'erreur judiciaire a été engagée aussi bien par Voltaire dans l'affaire Calas (Doc 1) que par Zola en 1897 dans l'affaire Dreyfus (Doc 4; 5).

L'erreur judiciaire peut prendre différentes formes: cela peut être selon la définition du professeur Cornu une erreur de fait commise par une juridiction chargée d'apprécier la culpabilité d'un individu (Docs 3, 4, 5). Elle peut aussi être une erreur de droit ou une erreur d'analyse des faits (Doc 4).

Les erreurs interviennent aussi bien dans un système accusatoire qu'inquisitoire (Doc 8) et peuvent révéler un processus judiciaire défaillant si elles sont involontaires (Doc 4). Ceci entraîne la remise en cause d'un tel système et affecte sa crédibilité (Doc 3).

Si diverses sources d'erreurs judiciaires sont aujourd'hui identifiées (I) de nombreuses pistes sont évoquées pour les prévenir (II)

### I. Les sources d'erreur judiciaire.

Les erreurs judiciaires ont des causes aussi bien intellectuelles (A) que matérielles (B) qui interrogent de longue date (Doc 11).



## A. les sources intellectuelles.

Julien Goldzlaguer décrit le phénomène d'ancrage étudié par Daniel Kahneman et Amos Tversky sur le juge répressif (Doc 6). Si en principe le doute profite à l'accusé, le juge fonde son jugement sur la première information reçue, d'autant plus si une difficulté d'analyse apparaît (Doc 6). Ainsi, il aura plus tendance à juger en accord avec la demande de peine (Doc 6).

Le biais intellectuel intervient également au niveau des experts : ceux-ci sont considérés comme fiables (Doc 2). En conséquence, une erreur d'expertise ne sera pas remise en cause par le juge et les jurés, d'autant plus si elle est technique. Ceci entraîne une forme de survisisme judiciaire pouvant conduire à l'erreur qui est dénoncée également entre magistrats, notamment dans le rapport de commission d'enquête dans l'affaire dite d'Outreau (Doc 7). Ce rapport met en cause le comportement des magistrats qui se succèdent et confirment l'analyse de leur prédécesseur par solidarité (Doc 7). Il dénonce également la pratique du copier-coller entre magistrats.

A ces causes intellectuelles s'ajoutent des causes contextuelles et matérielles.

## B. les sources d'erreur d'origine matérielle.

Le contexte médiatique (Doc 10) exerce une influence sur les décisions : si les reportages sur les faits divers criminels ne sont pas corrélés avec des décisions de culpabilité, ils influencent cependant les peines (peines plus élevées de 83 jours) (Doc 10).

De plus, les affaires graves entraînent une pression supplémentaire sur le juge (Doc 3). Et le manque de magistrats en relation avec le nombre d'affaires à traiter entraîne également



une pression qui conduit à accroître le risque d'erreur (Doc 8).

Le juge est ainsi confronté à une culture du résultat pour trouver un auteur ou disculper des suspects qui va le conduire à minimiser la place du doute dans ses décisions et provoquer ainsi un risque d'erreur accru (Doc 3).

La fatigue du magistrat peut être également reconnue comme facteur d'erreur (Doc 1) et favorise le phénomène d'ancrage (Doc 6).

Enfin l'isolement du magistrat et le manque de travail en équipe ne permet pas de confronter les pratiques et diminue ainsi la prévention des erreurs.

À ces causes d'erreurs des pistes de prévention et de correction ont été avancées.

## II] La prévention des erreurs judiciaires

La prévention est axée sur le comportement des magistrats aussi bien que sur les moyens.

### A. Une pratique préventive

Pour combattre l'erreur judiciaire et lutter contre les biais cognitifs, il est nécessaire de développer la culture du doute (Doc 3; 5).

Le magistrat doit ainsi éviter les idées préconçues (Doc 5; 8) et se distancier de l'avis de ses enquêteurs (Doc 8).

Cependant, la meilleure protection demeure le respect de la procédure (Doc 8).

Il en va ainsi du respect du principe du contradictoire (Doc 8; 9) qui permet la critique des preuves et arguments.

De même, il est nécessaire de motiver les décisions (Docs 5; 8; 9). Ce permet un meilleur contrôle par la juridiction supérieure (Doc 9).



Ainsi le juge doit répondre à des standards de qualité que sont le juge impartial et indépendant, le principe du contradictoire et la motivation des décisions de justice (Doc 8).

La pratique préventive dans l'office du juge doit être complétée par des moyens de lutte contre les erreurs judiciaires.

### B. Des moyens nécessaires.

La Belgique s'est vue condamnée pour un budget insuffisant pour la justice au moyen de l'article 6.1 de la CEDH (Doc 8).

des moyens supplémentaires favoriseraient la collégialité des décisions qui est en recul (Doc 5) et qui permet de prévenir les erreurs judiciaires (Doc 9) même si elle seule ne suffit pas à combattre le phénomène d'anévrisme (Doc 6).

La CEDH et le CEPET de leur côté tendent à favoriser les procédures simplifiées et de négociation pour compenser le manque de moyens en regard de la croissance des affaires judiciaires (Doc 8).

Mais en plus de ces moyens, il s'avère nécessaire de mettre en place un organisme chargé d'études systématiques des erreurs judiciaires pour mieux les prévenir (Doc 3). En effet, les études sur ces erreurs sont peu nombreuses (Doc 4) et cela permettrait de mieux comprendre les mécanismes qui y conduisent (Doc 3).

Enfin les contrôles externes sont indispensables (Doc 8). Ils sont variés en Europe et rattachés à un ministère (France, Italie) ou à une structure parlementaire (Royaume Uni) (Doc 8).

Lorsqu'une erreur intervient il demeure possible de lancer une procédure en révision mais elle est rarement mise en oeuvre.